

## UN MORT RECALCITRANT

« Si nous pénétrons dans les syndicats pour trouver leur philosophie, n'oublions pas que la plupart des initiateurs en ont été dénoncés comme dénués de goût par la plume des critiques contemporains ; il est vrai qu'ils en manquaient puisque leur œuvre a tendu précisément à apporter de nouvelles façons de voir et de sentir. Ils ont été initiateurs dans la mesure où ils ont vexé le goût commun.

« C'est dès maintenant que le syndicalisme doit créer sa morale, et dès maintenant la vivre, comme dès maintenant il applique quelques-unes de ses règles juridiques et constitutionnelles. »

Maxime LEROY, « La Coutume ouvrière »,  
(Girard et Brière, Paris, 1913).

L'anarcho-syndicalisme est un courant ouvrier dont la disparition est enregistrée aussi fréquemment que sont signalées ses survivances et ses manifestations. En janvier 1931, Léon Trotsky déclarait : « ... nous ne pouvons nous faire aucune illusion sur les destinées de l'anarcho-syndicalisme en tant que doctrine et méthode révolutionnaire. » (1). Par la suite, il jugea que la guerre civile espagnole avait sonné le glas de ce mouvement. Lewis L. Lorwin constatait : « actuellement, l'A.I.T. en est réduite à une existence presque nominale » et « dans le mouvement ouvrier international, les syndicalistes révolutionnaires jouent le rôle de censeurs » (2). Georges Lefranc, évoquant la période 1921-1929, écrivait : « Son influence (de l'A.I.T.) reste très limitée : les gros bataillons sont ailleurs » (3). La plupart des chefs syndicaux communistes, Di Vittorio hier en Italie, Benoît Frachon en France, ont fréquemment insisté sur le fait que l'anarcho-syndicalisme correspond à des pratiques ou à des conceptions héritées d'un passé définitivement révolu. Plus récemment, le député

(1) Reproduit dans la brochure « Leçons d'Espagne » - Paris, 1946.  
(2) *L'Internationalisme et la classe ouvrière* - Gallimard, 1933.  
(3) *Les expériences syndicales internationales* - Aubier, 1952.

socialiste allemand, Erich Gerlach, enregistrait le même phénomène : « Les anarcho-syndicalistes qui se sont groupés dans l'Association Internationale des Travailleurs sont aujourd'hui sans influence » (4).

Pourtant, dans les rangs mêmes de la C.G.T. française ou de la C.G.I.L. d'Italie, les leaders communistes doivent fréquemment mettre en garde leurs troupes contre la tentation anarcho-syndicaliste. Dans les rangs trotskystes, le rappel des insurgés de Cronstadt et des combattants de la *makhnovchtchina* (5) suffit pour éveiller l'inquiétude chez les plus fidèles. Et la maigreur squelettique des effectifs des organisations syndicalistes révolutionnaires n'est pas un baume qui puisse guérir les plaies et les maux dont souffrent les organisations ouvrières et que les anarcho-syndicalistes dénoncent. Gerlach reconnaît, dans le même texte cité, que « la théorie et la pratique syndicalistes de l'appropriation de la production par les travailleurs sont d'une particulière importance et qu'il existe là des éléments de valeur pour une théorie libertaire de la socialisation » ; de même que Lorwin, prudent, laissait entrevoir que « les syndicalistes pourraient être appelés à jouer un rôle important dans une situation révolutionnaire, et particulièrement dans les pays où ils ont déployé leurs activités dans le passé ».

De fait, l'inventaire des organisations se réclamant du patronage de l'Internationale « officielle » de l'anarcho-syndicalisme est aisé. L'Association Internationale des Travailleurs, fondée à Berlin en 1921 pour rassembler les forces syndicalistes libertaires et tenir tête à la fois à la vieille Internationale réformiste — la Fédération Syndicale Internationale — et à la nouvelle Internationale syndicale communiste — l'Internationale syndicale rouge — ne compte plus aujourd'hui que des émigrations (Espagne, Bulgarie) et des centres de propagande, les uns sans structure syndicale réelle (noyaux en Scandinavie, en France, en Italie), les autres s'efforçant de conserver le secteur placé sous leur influence plutôt que de l'élargir (F.O.R.A. d'Argentine, F.O.R.U. d'Uruguay). La seule fédération nationale apparentée qui assume un

(4) *Handwörterbuch der Sozial-Wissenschaften*, au mot **Syndikalismus**, 1958.

(5) Nom donné au mouvement insurrectionnel paysan d'Ukraine animé par des libertaires (1918-1921) et qui, après avoir combattu victorieusement les armées de Petlioura puis celles des généraux blancs, fut écrasé par l'Armée rouge. Voir les ouvrages de Pierre Archinov, « **Histoire du mouvement makhnoviste** », (en russe, Berlin 1923) ; de Voline : **La Révolution inconnue** (Paris 1947) ; de Nestor Makhno : **La Révolution en Ukraine** (en espagnol, Barcelone 1930 - les tomes I et III en russe, Paris 1936 et 1937).

rôle syndical, limité d'ailleurs à quelques corporations — mineurs de fer de la région de Kirouna, travailleurs du Bois en Dalécarlie, du bâtiment à Stockholm — est la S.A.C. (Sve-riges Arbetaren Centralorganisation) de Suède.

D'autre part, les grands agitateurs de l'anarcho-syndica-lisme ont quitté la scène publique ; l'opinion ouvrière n'est plus quotidiennement sollicitée par la parole des propagan-distos. Un des derniers représentants des riches générations de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et du début du XX<sup>e</sup>, Rudolf Rocker, qui fut un des organisateurs des travailleurs juifs d'Europe et des Etats-Unis (bien qu'il ne fût pas lui-même d'origine israélite) a disparu en 1958, à l'âge de 85 ans. De la « grande » époque, il ne demeure plus qu'Armando Borghi, ancien ani-mateur de l'Union syndicale italienne, devenu sceptique quant à la valeur du syndicalisme, et actuellement directeur de l'hebdomadaire anarchiste de Rome, *Umanità Nova*. Pierre Monatte qui, pour le mouvement syndicaliste français, fut une « conscience », c'est-à-dire un militant respecté mais peu sollicité, est mort, « sans galons et sans grade », au début de l'été 1960.

Le mouvement anarchiste, qui fournissait nombre de militants au syndicalisme et qui entretenait un climat favo-rable aux formes d'organisation et aux méthodes de lutte libertaires dans les syndicats, s'est, lui aussi, appauvri en penseurs, en activistes, en orateurs, en journalistes.

La littérature de propagande ne se renouvelle plus et ne se prolonge que par des rééditions. Seules quelques bro-chures, rappelant les principes essentiels, entretiennent un certain milieu. La presse, autrefois nombreuse, agile, enracinée dans les corporations ou les régions, s'étiole et se nourrit moins d'événements d'actualité que d'anniversaires.

En tant que tel, l'anarcho-syndicalisme offre le spectacle d'un moribond et son agonie semble se poursuivre en marge du mouvement ouvrier organisé. Les grands centres indus-triels d'Amérique du Nord, d'Angleterre, d'Allemagne l'igno-rent, bien qu'il ait connu là aussi une époque de puissance. Les *Industrial Workers in the World* (I.W.W.) des Etats-Unis ne sont plus que les résidus d'époques anciennes. Les agi-tations et les grèves ouvrières au Japon sont conduites par des syndicats influencés par les socialistes ou les commu-nistes. L'éveil syndical des pays neufs en marche vers l'indé-pendance ou l'ayant récemment acquise se manifeste suivant des méthodes et des formules fort éloignées de celles propa-gées et appliquées par l'anarcho-syndicalisme.

Signe qui ne peut tromper : les intellectuels, écrivains ou

artistes ne collaborent plus aux revues, aux hebdomadaires ou aux quotidiens du syndicalisme révolutionnaire. *La Protesta*, d'Argentine, *l'Arbeiter Freint* (6) de Londres, publient souvent les écrits et les œuvres d'écrivains et d'artistes qui, par la suite, acquièrent une renommée mondiale. Le fait que Schalom Asch ait débuté dans une feuille publiée par les ouvriers libertaires juifs des pays anglo-saxons, ou que Upton Sinclair se soit penché sur les idées et les coutumes des syndicalistes révolutionnaires américains étonne aujourd'hui. Sans doute, Albert Camus entretenait-il des liaisons avec les syndicalistes français et l'hebdomadaire suédois *Arbetaren* publie-t-il les textes des romanciers et poètes scandinaves les plus vigoureux, mais ces exceptions ne font que rendre plus évident l'isolement du courant ouvrier libertaire alors que les mouvements communiste et socialiste tirent orgueil et influence des milliers d'intellectuels de toutes disciplines qui participent à leur effort et soutiennent leur combat.

Dans cette sorte de désert où se dessèche l'anarcho-syndicalisme, il est surprenant de constater qu'en dépit de son manque de moyens, de l'absence d'une large propagande, de sa disette de leaders et de penseurs, de sa solitude enfin, chaque génération lui fournit un contingent d'hommes neufs, réduit mais solide. Ainsi, la disparition de la C.G.T.S.R. (7) — section française de l'A.I.T. — en 1939, est suivie en 1946 et 1947 par la création d'une nouvelle centrale qui se forme par réaction contre la mainmise communiste sur la C.G.T., et prend le nom de Confédération nationale du Travail, sans doute pour recueillir un peu de la gloire qui entoure les initiales de la C.N.T. espagnole — et qui rassemble aussitôt, sinon des effectifs nombreux, du moins des équipes d'activistes en plusieurs régions, notamment dans le bassin parisien et au sud de la Loire.

Ce serait une erreur de mesurer l'influence de l'anarcho-syndicalisme en ne tenant compte que des noyaux groupés au sein de l'A.I.T. Avant la création de cette Internationale, les courants ouvriers libertaires se manifestaient dans les cen-

(6) *The London Years*, by Rudolf Rocker - Robert Auscombe, Londres 1956.

(7) Confédération générale du Travail syndicaliste révolutionnaire, qui rassemblait les syndicats anarcho-syndicalistes ayant rompu avec la C.G.T.U. passée sous contrôle du parti communiste. Elle vécut jusqu'en 1939, maintenant une certaine influence dans le bâtiment des régions parisienne, lyonnaise et toulousaine et dans diverses entreprises de la métallurgie. L'influence syndicaliste révolutionnaire s'exprimait plus nettement par le mouvement minoritaire au sein de la C.G.T. réunifiée (15 % des voix environ au Congrès de Nantes 1938).

trales ou les fédérations existantes, cohabitaient avec les autres courants tout en s'efforçant de les gagner en influence. La création de l'A.I.T. au congrès de Berlin peut être considérée comme une mesure de repli et de défense ; elle ne correspond pas à une prise de position doctrinale sur les problèmes de l'unité ouvrière ou de la tactique syndicale.

Aux organisations affiliées à l'A.I.T., il faut donc ajouter un secteur qui englobe des forces numériquement plus puissantes, lesquelles, pour des raisons tactiques ou par tradition, sont aujourd'hui rattachées à des confédérations affiliées à la F.S.M., à la C.I.S.L., ou encore se maintiennent dans l'autonomie. Se réclamant ouvertement de l'anarcho-syndicalisme, ces organisations ou ces militants sont plus difficiles à dénombrer.

Même dans les pays les plus décidément orientés vers le syndicalisme réformiste, ou dans ceux où les centrales sont entièrement dominées par les communistes, il n'est pas rare de trouver des îlots d'influence libertaire, des syndicats contrôlés par des militants de filiation syndicaliste révolutionnaire.

En Amérique latine, que ce soit en Argentine, en Uruguay ou au Chili, le mouvement anarcho-syndicaliste dispute aux partis dits marxistes ou aux nationalistes le rôle de première influence. Ainsi, au Chili, ce sont les syndicats d'inspiration libertaire qui, en 1957, font éclater la Centrale Unique des Travailleurs (C.U.T.) quand celle-ci est domestiquée par le parti communiste, et qui lancent le Mouvement de Reconstruction Syndicale. En Argentine, ce sont les anarcho-syndicalistes alliés à des syndicalistes plus modérés qui, au sein de la *Mesa Coordinadora de los sindicatos democraticos*, tiennent tête aux péronistes et aux communistes et s'efforcent d'arracher la C.G.T. aux influences totalitaires. En Uruguay, un mouvement populaire est animé par de tels militants, agissant les uns au sein des organisations autonomes, d'autres dans la vieille F.O.R.U., certains enfin jusque dans les centrales d'obédience communiste ou « battliste » (8).

En France comme en Italie, des unions locales, des unions régionales ou départementales, des syndicats et des sections sont imprégnés de cet esprit. Les grandes grèves des

(8) Le « battlisme », du nom de son fondateur José Battle y Ordonez, est une doctrine politique uruguayenne favorable à l'incorporation du mouvement syndical dans le système démocratique, à l'intervention du mouvement social dans la vie politique nationale, comme composantes de la démocratie (Voir l'étude de Carlos R. Rama : *José Battle y Ordonez y el movimiento obrero y social en el Uruguay*, Éditions « Nuestro Tiempo », 1956).

chantiers navals à Nantes et à Saint-Nazaire, en France, révélèrent en 1956 la constance des pratiques et de la mentalité anarcho-syndicalistes, c'est-à-dire la méfiance envers les négociations menées par des intermédiaires gouvernementaux entre salariés et chefs d'entreprises, et la préférence pour l'action directe opposant travailleurs et employeurs dans une épreuve de force.

Dans le parfait exemple de syndicalisme du type travailiste qu'offre la Belgique, il est un syndicat vivant et audacieux, habile dans les pourparlers mais prompt à se battre, où l'esprit libertaire souffle depuis une trentaine d'années, malgré une ambiance nationale asphyxiante pour tout ce qui n'est pas social-chrétien ou socialiste ; c'est le syndicat unifié du Livre de Bruxelles, animé par Jean de Boë, lequel fit ses premières armes dans l'anarchisme individualiste. Une étude méthodique des centrales belges permettrait de découvrir, sous l'uniformité et le conformisme, une série de petits foyers indépendants (mineurs du Borinage, du Pays Noir et du bassin liégeois, verriers, ouvriers du textile de Verviers, du port et des docks d'Anvers, des transports bruxellois).

Sur un plan plus général, il convient de constater que la somme des efforts dépensés par plusieurs générations de propagandistes et d'activistes libertaires au sein du mouvement syndical, s'est capitalisée en un certain nombre de modes de pensée qui, en diverses régions du monde, font partie de la coutume ouvrière. Ce phénomène est plus particulièrement sensible dans les pays latins où les influences bakouninistes s'implantèrent dès la naissance des activités socialistes. Lors même que le nom de Fernand Pelloutier n'éveille plus guère de résonance chez les travailleurs français, son héritage demeure vivant dans la mentalité ouvrière : recherche d'une action syndicale indépendante des partis politiques, conscience d'une condition et d'un destin ouvriers particuliers, perspectives d'une émancipation ouvrière par l'intervention syndicale sur les systèmes de production et de distribution.

Organisations conscientes ou seulement imprégnées constituent donc un courant qui apparaît constant dans le mouvement international, alors même que sa vigueur et sa puissance ne figurent pas dans les statistiques.

Que l'aspiration ouvrière à créer un mouvement autonome soit discernable dans les pays où n'existe aucune tradition anarcho-syndicaliste fournit une raison supplémentaire pour déceler, dans le courant ouvrier libertaire, davantage que le produit d'une propagande : un réflexe spontané, une réaction naturelle contre les contraintes sociales.

En Hongrie, où l'influence anarchiste ne fut jamais prépondérante, et où elle disparut presque totalement sous le régime Horthy, c'est cependant par des modes d'organisation libertaires et suivant un programme de revendications de caractère libertaire que les ouvriers se manifestèrent lors du soulèvement de 1956. Le 1<sup>er</sup> novembre, le Comité d'organisation provisoire de la Fédération nationale des syndicats libres lançait un appel dont nous reproduisons quelques extraits significatifs :

« Le Comité d'organisation provisoire constate que l'activité des syndicats hongrois a été paralysée, ces dernières années, par la politique stalinienne et sectaire qui a porté préjudice à l'ensemble de la classe ouvrière, les syndicats n'ayant pu intervenir comme défenseurs de l'intérêt des salariés. Le Comité d'organisation provisoire condamne cette lacune en affirmant sa volonté de faire revivre les anciennes traditions syndicales afin que le mouvement syndical puisse remplir sa vraie mission qui est celle de défendre les intérêts des travailleurs.

« Les syndicats libres de Hongrie sont des organes unitaires, soucieux de sauvegarder les intérêts des ouvriers syndiqués, indépendamment du gouvernement au pouvoir et indépendamment de tout parti politique.

« ... Les syndicats libres approuvent la constitution de Conseils ouvriers. L'existence de Conseils ouvriers assure un régime d'autonomie qui permet, voire qui exige, la suppression des liens bureaucratiques.

« ... Nous entendons procéder à une réduction progressive de la durée du travail, particulièrement dans celles des industries où le travail est pénible, insalubre et dangereux. Nous entendons, en outre, améliorer les conditions de travail en interdisant le travail de nuit pour les femmes et les jeunes gens.

« ... Le Comité d'organisation nouvellement constitué a fait part de l'intention des syndicats hongrois de quitter la Fédération Syndicale mondiale. Il affirme sa volonté d'entretenir des relations avec toutes les organisations syndicales libres internationales afin de promouvoir la solidarité ouvrière à l'échelon international.

« Le 1<sup>er</sup> novembre 1956,

« Le Comité d'organisation provisoire  
de la Fédération nationale des syndicats  
libres de Hongrie. »

Dans le quotidien syndical *Nepakarat*, à la suite du décret du Conseil présidentiel de la République populaire

hongroise réglementant le fonctionnement des Conseils ouvriers, un article paraissait, le 24 novembre 1956, déclarant :

« Le Conseil de la présidence a promulgué un décret sur les Conseils ouvriers, long de plusieurs pages. Nous saluons ce décret bien que nous ayons à émettre certaines observations.

« Les Conseils ouvriers nés de la révolution ont comme mission de réaliser la démocratie dans le vrai sens du mot : la gestion directe des entreprises appartenant au peuple. A maints égards, le décret exprime ce principe. Toutefois, sous certains aspects, il ne le reconnaît pas. Nous pensons notamment à la désignation et au renvoi des directeurs.

« Ce sont les syndicats libres qui ont lancé l'idée de la nécessité de créer des Conseils ouvriers ; et les syndicats libres sont des organismes qui doivent défendre les intérêts des ouvriers. Ils ont même élaboré un projet concernant les méthodes et les attributions des Conseils ouvriers et les principes de leur organisation.

« Il est regrettable, et dans ce domaine les syndicats sont à blâmer eux aussi, qu'on n'ait pas publié ce projet qui diffère du décret sur certains points et qui est considérablement plus généreux au sujet des droits des Conseils ouvriers.

« Il faut donner aux ouvriers le sentiment que les Conseils ouvriers sont leur bien et que tous les problèmes, y compris l'engagement et le renvoi des directeurs sont résolus d'une manière satisfaisante.

« La question des grèves est totalement différente ; c'est une affaire d'une autre nature. De nombreuses objections ont été transmises aux syndicats libres, comme aussi à notre rédaction, du fait que le décret sur les Conseils ouvriers ne garantit pas le droit de grève.

« Ces objections correspondent au fait qu'une question d'importance capitale n'a pas été tirée au clair. Le décret le plus parfait et le plus démocratique sur les Conseils ouvriers ne garantira jamais le droit de grève, et cela pour la simple raison que le droit en question n'a aucun rapport avec les Conseils ouvriers. Ceux-ci remplissent les fonctions de la direction commerciale de l'entreprise ; le droit de grève, lui, est une forme particulière de la défense des intérêts qui est une activité syndicale.

« L'idée de la grève, depuis qu'elle existe, en n'importe quel lieu, en n'importe quel pays du monde, a toujours été liée aux syndicats. Cela est vrai même pour la grève employée comme moyen politique.

« Nous voulons qu'à travers les Conseils ouvriers, les salariés deviennent, et pas seulement en apparence, les maîtres

des usines. Nous voulons qu'ils en soient des maîtres plus qualifiés, plus consciencieux et plus capables que ne le furent les capitalistes autrefois. Mais le monde n'a jamais vu de patron, capitaliste ou autre, qui ait garanti le droit de grève. Il importe de constater en revanche que le patron, le propriétaire de l'entreprise, même s'il s'agit des ouvriers eux-mêmes, devrait être contrôlé par un organisme dont la tâche essentielle serait de veiller à la protection des intérêts ouvriers. Cela, c'est la mission du syndicat. Si les syndicats estiment que les autres méthodes de lutte sont insuffisantes, ils lancent l'appel à la grève. »

Un témoin et participant de la révolution hongroise, l'économiste Zoltan Staray, raconte comment s'organisa la vie économique pendant les journées d'octobre 1956 (dans *La Révolution Proletarienne*, avril 1957).

« Pendant la révolution, il n'y avait pas d'organisme capable de diriger les services publics, de déterminer si oui ou non ils devaient fonctionner et dans quelle mesure, de dire si les centrales électriques, les usines à gaz et les châteaux d'eau devaient fournir électricité, gaz et eau potable à la population.

« Néanmoins, tous les ouvriers des services publics sont restés à leur poste et, sans recevoir d'ordres, ont poursuivi leur travail, sous le feu des canons et sous les obus russes. Ils avaient pourtant de nombreuses difficultés à affronter : les centrales électriques, les usines à gaz ne possédaient pas de stocks de charbon ; les mines ne fonctionnaient pas et il n'y avait pas de transports. Comme on ne peut produire ni gaz ni électricité sans charbon, les ouvriers de ces mines ont obtenu que les mines reprennent l'extraction dans la mesure des besoins ; les cheminots étant prêts à en assurer le transport. Si, du fait des combats, le charbon n'arrivait pas à temps, les ouvriers transportaient par camions les réserves des autres fabriques qui ne fonctionnaient pas.

« La population était très disciplinée : elle n'utilisait que le gaz et l'électricité qui lui étaient indispensables. Lorsque les ordres de restriction furent donnés, elle fit preuve d'une discipline encore accrue.

« Les cheminots ont protesté contre l'agression russe par une grève générale rendant ainsi impossible tout transport de troupes russes. A l'exception du charbon nécessaire aux centrales électriques et aux usines à gaz, ils n'acceptaient de conduire que des trains chargés de vivres à destination de Budapest. De nombreux cheminots ont payé cette grève

de leur vie. Ils furent exécutés pour avoir refusé de transporter les unités soviétiques.

« Le transport urbain était paralysé. Tramways et trolleybus ne pouvaient pas rouler puisque les tanks russes avaient détruit les rails et arraché les câbles électriques. Les conducteurs et les receveurs d'autobus se sont aussitôt offerts pour le transport des blessés. Porteurs de drapeaux de la Croix-Rouge, ils se précipitaient au cœur de la bataille pour relever des blessés et les emmener dans les centres de la Croix-Rouge et les hôpitaux. Un grand nombre d'entre eux ont trouvé la mort en accomplissant cette tâche.

« Les chauffeurs de camions des entreprises de transport ont travaillé jour et nuit durant la révolution, amenant de province des vivres, des détachements de révolutionnaires, des munitions, des médicaments. Il n'était pas nécessaire de leur assigner leur tâche. Tous étaient volontaires pour les trajets les plus périlleux.

« Pendant les combats, le réseau téléphonique de la capitale a été gravement endommagé, ce qui n'a cependant pas empêché la liaison par téléphone des unités révolutionnaires de fonctionner. De nombreux volontaires parmi les ouvriers des télécommunications réparaient les lignes, même au plus fort de la lutte et sous les balles.

« Le ravitaillement de la population était très difficile. Les premiers jours, nous avons vécu très péniblement. Les habitants de Budapest, en général, ne s'approvisionnent pas à l'avance, et compte tenu des circonstances dans lesquelles nous vivions, il n'y avait rien ou presque. Le Hongrois mange autant de pain que le Français et ce manque d'un aliment pour nous très substantiel s'est rapidement fait sentir. Pendant plusieurs jours, il fut impossible de s'approvisionner en lait, en fruits et légumes. Les stocks des magasins d'alimentation étaient épuisés et des queues interminables se formaient, pas toujours très ordonnées. (Pendant une de ces distributions de pain, j'ai vu de mes propres yeux les blindés russes tirer sur la foule paisible ; plusieurs hommes et femmes furent tués).

« ... Sauf dans les quelques usines que j'ai mentionnées, l'arrêt du travail était total. Dans les fabriques, une garde ouvrière était organisée qui assurait l'ordre et effectuait les travaux d'entretien indispensables. Dans certaines autres usines, telles les forges et les verreries, il fallait entretenir les foyers. C'est un fait caractéristique de la mentalité ouvrière hongroise que les travailleurs aient voulu à tout prix sauver leurs établissements ; dans les verreries, par exemple,

ils veillaient à ce que la matière ne durcisse pas pendant les arrêts de travail. Ce fait démontre combien les ouvriers étaient convaincus que les usines seraient désormais leur propre patrimoine. »

Il serait possible de pousser plus avant cette enquête dans les milieux ouvriers, prolétaires ou esclaves des régimes totalitaires ou des systèmes concentrationnaires. En Allemagne de l'Est comme en Pologne, au sein même des camps de travail de l'Union soviétique, chaque situation qui peut être mise à profit par les opprimés fait s'exprimer des tendances dont la parenté avec l'anarcho-syndicalisme est évidente. La caractéristique majeure des révoltes de Berlin-Est, de Poznan, de Pilsen ou de Vorkouta, par delà les balbutiements théoriques par lesquels les intellectuels tentent de les exprimer, c'est la prise de conscience des hommes soumis à des conditions inhumaines, c'est l'appel à la dignité pour ceux à qui toute dignité est systématiquement refusée, c'est la manifestation d'une puissance tenue enchaînée mais pour qui l'espoir n'est pas mort.

Officiellement porté disparu, ayant souvent perdu jusqu'à son nom, privé de tout ce qui fait la force des organisations mastodontes, quasi sans voix et repoussé des lieux où se confrontent les grands courants d'opinions officielles, l'anarcho-syndicalisme se manifeste pourtant, parfois drapeau déployé, le plus fréquemment comme expression naturelle des situations sociales de fait et comme espoir bien ou mal conçu d'une société où l'individu ne serait ni exploiteur ni exploité.

Par quels cheminements, par quelles filières cette continuité, cette présence, cette survie ou cette constante renaissance s'expliquent-elles ?

« Je n'ai jamais vécu dans une communauté plus fraternellement humaine et plus véritablement de bonne compagnie que pendant les quatre mois que je passai avec ces insoumis, ces repris de justice et ces outlaws. »

Henri de MAN, « Après coup » (Mémoires), Editions de la Toison d'Or, Presses Universitaires de France, 1941.

« Ces experts exercent sur l'opinion publique un véritable monopole. Ils sont pleins d'aperçus nouveaux et de thèses ingénieuses. Ils sont capables de défendre avec habileté leur point de vue au moyen d'arguments d'une parfaite clarté. Mais leur esprit ne s'embarrasse pas des réalités. Ils sont experts des questions russes comme d'autres le sont en moteurs, en matériaux de construction ou en bas de nylon. Ils savent ce que pensera demain Malenkov. La discrétion seule les empêche de révéler ses intentions, ses raisons. Quant à Molotov, ils le connaissent comme leur poche.

« La première fois que je parlai de « guerre civile » à ces gens, ils parurent stupéfaits. La possibilité d'un mouvement populaire en Russie dépassait leurs facultés de compréhension. Ils ne soupçonnaient même pas l'existence de groupes clandestins de résistance dans les camps de travail. »

Joseph SCHOLMER, « La Grève de Vorkouta » (Amiot-Dumont éd.)

« C'étaient des chefs de guerre marchant devant leurs troupes, tandis que les autres se traînaient derrière les masses... »

Fritz BRUPBACHER, « Socialisme et Liberté », La Baconnière, Neuchâtel, 1954.

## LES RAISONS D'UNE SURVIE

Les explications les plus fréquentes concernant l'origine sociale et les caractéristiques du syndicaliste libertaire, toujours répétées sans être pour autant vérifiées, se révèlent contradictoires. D'aucuns ont voulu voir dans l'anarcho-syndicaliste un déclassé, un *lumpen prolétaire*, ou du moins un travailleur sans qualification. C'est sans doute vrai en certaines époques et pour certaines régions : en Amérique latine, le « croto » argentin du début du XX<sup>e</sup> siècle était un semi-vagabond qui louait ses bras en saison de moisson et voyageait en empruntant les trains de marchandises ; il était parfois analphabète, mais il emportait dans sa besace de la littérature de propagande et dans sa tête quelques principes d'organisation. Les « wobblies » nord-américains, eux aussi, n'étaient le plus souvent que des « gros bras », bûcherons, gars de batterie ou marins. On peut donc voir en eux les produits d'un machinisme auquel nul ne peut échapper dès lors que les grands espaces du « campo » ou du « West » sont occupés et que l'intégration à la terre devient impossible. On peut voir en eux des rebelles qui, broyés et asphyxiés par une industrialisation brutale, recherchent un mode de vie et une communauté qui leur rendent une certaine dignité et leur permettent d'affronter une société cruelle.

Mais alors, que vaut la définition — et la réalité qui y correspond — de l'ouvrier libertaire fier de son métier, doté d'un capital professionnel qui lui permet de discuter d'égal à égal avec un patron ? Le travailleur du livre de Barcelone, l'horloger du Jura, le coordonnier de Paris qui se sentent et se veulent syndicalistes de la même façon que les manœuvres sans métier des grands centres industriels ou des exploitations agricoles géantes, se trompent-ils ? Il ne semble pas qu'il y ait équivoque possible puisqu'ils se nourrissent des mêmes brochures, écoutent les mêmes orateurs, éditent des journaux souvent identiques. En France, aux débuts de la C.G.T., les ouvriers des travaux publics, les ouvriers agricoles du Languedoc ou de la Beauce, les ouvriers qualifiés

de la métallurgie ou du bâtiment se retrouvent en maints congrès, et leur langage, leurs mots d'ordre, leurs comportements sont communs. Aujourd'hui encore, « braccianti » des Pouilles, carriers de Carrare et dockers de Livourne se retrouvent en pleine communion d'idée avec les mécaniciens de la Fiat de Turin ou les postiers de Florence.

La diversité des milieux, des pays et des époques rend difficile l'explication sociologique simpliste quand elle doit s'appliquer à la naissance, au maintien et au renouvellement du syndicalisme libertaire.

Du reste, il faut prendre garde à ne pas exagérer les différences de type et de comportement ouvriers qui existent entre ce qu'il est convenu d'appeler les structures artisanales et les structures industrielles. Il y a certes de sérieuses variantes entre le compagnon charpentier en bois du début du XIX<sup>e</sup> siècle et le manœuvre des usines de produits chimiques du milieu du XX<sup>e</sup>. Mais si ce sont là des points de comparaisons commodes pour les spéculations, ils ne reflètent nullement la moyenne et l'ensemble des situations. A l'époque du « Tour de France », les manœuvres existaient en grand nombre — ils peuplaient les manufactures, ils assuraient les travaux de manutention et de transport, ils étaient les éléments humains qui annonçaient la machine. La peine des hommes ne s'exerçait pas — sinon pour des minorités — sur des œuvres où l'intelligence et l'habileté de l'ouvrier pouvaient s'exprimer, mais plus communément sur des besognes abrutissantes, inlassablement répétées jusqu'à l'usure physique. Et si la société industrielle d'aujourd'hui exige des militaires, des millions de servants de machines ou de prolongements de machines, il est inexact de croire que les ouvriers dits spécialisés soient moins qualifiés que les ouvriers de fabrique d'il y a cinquante ou quatre-vingts ans. Le contraire est plus près de la vérité.

Ce qui sépare effectivement ces époques, ce n'est pas une différence essentielle dans le niveau de la qualification ou dans le degré de fatigue physique, c'est d'une part la dimension des entreprises et des industries et d'autre part l'organisation poussée de la sécurité — c'est-à-dire aussi de la fixation sociale — du salarié.

Le travail n'est pas plus parcellaire aujourd'hui qu'hier, mais la dimension de l'œuvre totale est multipliée, si bien que l'ouvrier de l'époque révolue pouvait plus aisément imaginer l'atelier que le travailleur de 1959 ne peut penser le complexe industriel. Cette frustration de l'espoir est compensée par un renforcement de la sécurité, souci de l'employeur intel-

ligent, du manager féru de « relations humaines », de l'Etat paternaliste, des équipes politiques en quête d'un courant qui les porte.

Pour prendre l'exemple de la région de Carrare, en Italie, l'ouvrier du marbre peut aisément concevoir — et cette conception fait partie de son patrimoine intellectuel — l'exploitation des carrières par une coopérative ou un syndicat ; l'ouvrier de la région industrielle, des cokeries, des usines de produits chimiques ne peut imaginer ces usines fonctionnant autrement que sous la direction de « gens qui savent ». Toute l'astuce des partis politiques de gauche et de droite consiste à entretenir cette croyance, les premiers en promettant qu'un pouvoir — supérieur et plus fort que celui de l'entreprise ou du complexe — comblera les désirs de la masse ouvrière, les seconds en promettant d'aménager la condition ouvrière jusqu'à la rendre supportable. Aucun des « protecteurs » de la classe ouvrière ne tente de lui découvrir le phénomène essentiel, à savoir que ce ne sont pas des techniciens qui possèdent, administrent et exploitent les usines, mais des hommes d'affaires souvent sans qualification technique. Le résultat est que, sous l'apparence d'une meilleure intégration du travailleur à l'entreprise, le fossé entre le monde de l'ouvrier — celui de sa vie quotidienne, de son entourage, de ses goûts et de ses aspirations — et le monde inaccessible et mystérieux de l'industrie moderne s'élargit. Les travailleurs du marbre sont, dans leur majorité, libertaires ; ceux de la zone industrielle suivent les partis, à l'exception de groupes organisés en coopératives de chargement et de déchargement et d'éléments travaillant à l'entretien.

Ce n'est donc pas la qualification plus ou moins grande de l'ouvrier qui détermine son adhésion ou son opposition aux méthodes anarcho-syndicalistes, c'est la nature d'un choix qui porte sur la réponse à donner à sa condition sociale : l'accepter et chercher à l'aménager le mieux possible, ou bien la refuser et, partant d'elle, la transformer en transformant l'ensemble des rapports sociaux. Le conditionnement de l'époque industrielle présente de nouvelles situations, mais il ne modifie pas fondamentalement la condition ouvrière. La recherche de la sécurité conduit à de nouveaux rapports de dépendances, plus compliqués et aussi irrationnels que ceux entre employeur et salarié, mais qui ne suppriment pas les sentiments d'infériorité des travailleurs. La simplicité des raccourcis anarcho-syndicalistes ne frappe plus les ouvriers industriels non parce que ceux-ci sont différents ou placés dans des situations sociales autres que ceux qui entendent la

parole libertaire, mais parce qu'ils croient que le constant effort individuel qui leur est demandé peut être remplacé par une poussée anonyme qu'ils alimenteraient mais dont ils ne seraient pas directement responsables. En adoucissant les heurts sociaux, en assurant les travailleurs contre les risques les plus cruels (chômage, maladie, vieillesse), Etat, partis et employeurs leur font oublier l'essence même de la pensée socialiste qui ne s'exprime pas en calories alimentaires ou en tonnes de fonte, mais qui vise la participation égalitaire de chacun aux œuvres de tous.

Les milieux syndicalistes libertaires ne peuvent assurer leur renouvellement que par des moyens limités et ils y parviennent. La qualité des hommes, la solidité des milieux expliquent en partie ce phénomène à première vue mystérieux. Aucun avantage public ne pouvant être retiré de l'appartenance à une organisation ou à un noyau anarcho-syndicaliste, mais bien des inconvénients pouvant au contraire en découler, c'est toute une série de motifs qu'il faut solliciter pour trouver la clé de cette constance. En premier lieu, et pour les jeunes surtout, le caractère absolu et dangereux de la filiation présente certains attraits. Tout comme la peine de mort a suscité plus de vocations d'assassins que ne l'imaginent ses défenseurs, l'interdit général lancé sur le mouvement libertaire attire l'attention et provoque l'intérêt du jeune ouvrier non encore intégré dans la société et qui cherche une communauté. Les principes du refus de parvenir — dans une société où l'arrivisme est appelé ambition — d'affirmation de la personnalité — alors que le « piston » et le débrouillage sont généralement conseillés — frappent l'adolescent, et si les impératifs de la vie quotidienne le conduisent à ne pas respecter longtemps ces principes, il demeurera en lui un certain respect du militant libertaire. Ce capital moral qui n'est inscrit dans aucune statistique favorisera, dans une situation de crise, la naissance rapide d'un auditoire ouvert à l'influence syndicaliste.

La solidarité, toujours directe et précise, rarement dépersonnalisée par le truchement d'organismes anonymes, fournit une autre explication de la cohérence et de la permanence anarcho-syndicaliste. Le militant pourchassé, traqué, déraciné, trouvera fréquemment, sinon toujours, une aide. Et l'emprisonné ou le condamné bénéficiera sans exception du soutien d'un comité créé pour la circonstance. Des Etats-Unis vers l'Italie, de la Suède vers l'Espagne, des émigrations vers la Bulgarie ou le Portugal, les dons, les colis, les lettres

circulent, en flot ou en mince filet suivant les possibilités, mais pratiquement sans jamais se tarir.

Enfin, les difficultés ou les drames de la vie qui s'abatent sur l'individu ou ses familiers sont considérés dans les milieux libertaires comme appartenant à la trame même de l'existence, et les victimes trouvent toujours, sinon une aide salvatrice, du moins une large compréhension. Une morale pratique, souple, sans textes ni code, se crée depuis près d'un siècle, donnant à ceux-là mêmes qui sont isolés ou emprisonnés le sentiment qu'ils appartiennent et participent à une communauté plus humaine et plus généreuse que la société des lois et des contraintes. C'est en définitive le regard du camarade qui fait la morale du syndicaliste libertaire, et qui non seulement l'empêche d'enfreindre ce qu'il prétend observer, mais l'incite à faire davantage que ce que ses propres volontés et son seul courage lui conseilleraient.

En règle générale, l'activité anarcho-syndicaliste correspond à des périodes de tension, à des situations difficiles, à des moments de crise, à des heurts ou à des catastrophes. Là où la prospérité, la conjoncture favorable, le développement continu caractérisent la condition ouvrière, il est évident que l'appel à l'action directe rencontre peu d'échos. Le mécanisme du pouvoir devient moins évident et son fonctionnement se fait moins apparent. Les rapports juridiques, inchangés, n'entraînent plus à chaque instant des ressentiments ou des tensions extrêmes.

Le problème social n'est pas résolu, mais il se trouve estompé par un relatif bien-être. Les loups libertaires se font chasser par les chiens gras s'ils persistent à trouver le collier insupportable.

Un double phénomène s'empare alors des anarcho-syndicalistes. L'un les conduit à s'isoler et à remâcher leur brouet idéologique. Le sentiment d'avoir raison et de ne rien pouvoir les pousse au repli, soit en groupes relativement fermés qui « entretiennent la flamme », soit tout seuls à la recherche d'occupations indépendantes — où ils excellent souvent — pour échapper à la passivité moutonnaire. L'autre phénomène les incite à participer aux organisations qui gèrent les intérêts acquis par les travailleurs : mutuelles, coopératives, œuvres sociales, avec au départ l'idée de renforcer et d'organiser le terrain conquis par la classe ouvrière. D'où ces périodes de longues discussions et de polémiques désabusées qui se livrent sur le terrain des idées, alors que la substance se trouve dans les situations de fait. Un problème majeur devient exigeant : celui qui sollicite de l'anarcho-syndicaliste

une attitude, un comportement, une méthode qui lui soient propres, applicables dans les pays hautement industrialisés et à standard de vie élevé.

Ce qui peut tromper l'observateur, c'est l'apparence d'un calme qu'il estime définitif, oubliant que l'ersatz de solution au problème social ne remplace pas la solution. Tout accroissement au développement continu d'une prospérité commune mais inégale ramène à la lumière les données fondamentales et relance les conceptions et les hommes du mouvement libertaire. Les degrés d'exploitation variables des régimes, reconnus comme tels, n'empêchent pas l'anarcho-syndicaliste de déceler ce qui est commun aux systèmes d'autorité. Les flambées revendicatives, les révoltes sont attendues par lui comme des événements normaux. Sensible au comportement des salariés, braqué contre toutes les explications qui n'atteignent pas le fond de la condition ouvrière, méfiant envers les politiques qui n'expriment pas directement les intérêts ouvriers et ne sont pas directement menées par les travailleurs, il se met à l'affût des pannes sociales et suit le mûrissement des conflits.

Mais sa réalité n'est pas la réalité officielle. Ainsi par exemple, il y a un trait commun entre l'insurrection ouvrière de Berlin-Est en juin 1953 et la grande grève des services publics français en août de la même année. Elles sont toutes deux imprévues. Elles éclatent illogiquement ; elles sont importunes ; elles bousculent les calculs de la « grande » politique. Aussi, les pouvoirs intéressés réagissent-ils d'identique façon. Ils s'étonnent et s'efforcent de nier d'abord, de limiter ensuite l'ampleur des manifestations. Quand les maçons et les charpentiers de la Stalinallee se forment en cortège et déchaînent sur leur passage colères contenues et rancœurs accumulées, c'est à l'Ordre que les grands pensent en premier lieu. L'ordre à rétablir, c'est-à-dire les règles du jeu à faire respecter. Les trois haut-commissaires des secteurs Ouest se réunissent aussitôt pour éviter que les figures du quadrille diplomatique ne soient brouillées outre-mesure par les intrus. Certes, huit jours plus tard, le mouvement, catalogué, évalué, sera placé dans la balance des marchandages, discrètement faussé par le poids des propagandes, mais c'est là le signe du retour aux pratiques acceptables. Le barbare gréviste mérite quelque sympathie s'il s'en prend à l'adversaire ; il reste néanmoins un barbare, irrespectueux des conventions établies.

Ces postiers, ces cheminots et ces gaziers français sont également incompréhensibles. « On » ne se met pas en grève

en période de vacances. « On » ne s'insurge pas contre des textes non encore diffusés. « On » ne met pas au défi un gouvernement qui a obtenu légalement une majorité parlementaire pour appliquer une politique. Grève inconvenante, sans préavis, sans respect des rites.

Il n'est venu à l'esprit d'aucun observateur indigné de se demander si le spectacle des touristes en short, des migrations vers la mer et la montagne, des mouvances vers l'air pur n'a pas contribué à déclencher un subtil mécanisme psychologique chez les salariés d'Etat, et à les décider à se lancer dans une grève longue et difficile. Lourd mois d'août où les effectifs sont réduits, les fonctions surchargées, les dimanches supprimés. Tristes repos dans les chambres des villes industrielles, au fond des couloirs sans air, en haut de constructions vétustes. L'agent des services publics prend ses congés tout au long de l'année, par roulement, au gré des anciennetés. La demoiselle des téléphones qui débute s'en ira en novembre ou en avril ; le jeune postier partira en vacances après que les anciens auront écrémé les meilleurs mois. Il y a des avantages, bien sûr. La retraite, par exemple. Mais voilà que les projets de décrets circulent. Ils disent — ils disaient — que cette fameuse retraite sera reculée de quelques années. Que reste-t-il alors de cette vie idiote, dans laquelle le mariage signifie l'installation dans la cuisine des beaux-parents, où les loisirs se limitent au pernod du dimanche et au cinéma de quartier du samedi ? Les explosions grévistes n'ont pas d'autre origine que cette subite sensation d'être, de se savoir en dehors d'une vie normale, sans autre perspective que la médiocrité, garantie par décret.

Quand les postiers « Force Ouvrière » de la Gironde décident de se mettre en grève, leur Fédération nationale admet leurs raisons et lance le mot d'ordre de généralisation. Curieuse organisation que cette Fédération syndicaliste des P.T.T. Ses militants ont fréquemment mené des grèves particulières. Ce sont eux qui parmi les premiers ont rompu avec la C.G.T. dirigée par les communistes. Ils ont lancé un mouvement revendicatif, cessé le travail alors que les ministres communistes appelaient à la discipline nationale et à l'effort. Ce sont eux qui, avec les cheminots et d'autres formations autonomes, ont mis l'épée dans les reins des leaders ex-confédérés qui demeuraient à la C.G.T. de Frachon. La Fédération syndicaliste des P.T.T. est une des rares organisations syndicales qui compte des cadres nombreux et actifs et qui forme de nouveaux activistes. Elle connaît des luttes de tendances, des bagarres intérieures, des polémiques virulentes, des

exclusions parfois. Mais elle vit. Ni révolutionnaire ni endormie. Dans ses rangs, les mauvais coucheurs et les tenants d'idéologies sociales abondent : syndicalistes révolutionnaires, abondancistes, ex-communistes formés à l'école des luttes fractionnelles. Sans compter tous ceux qui sont simplement des militants postiers.

Le refus de la part du gouvernement de prendre contact avec les représentants syndicaux irrite la Fédération qui connaît ses forces. L'administration des P.T.T. fonctionne parfaitement. Elle est la seule qui soit bénéficiaire. Des promesses ont été faites par tous les ministres des précédents cabinets d'accorder des augmentations de salaires sous forme de primes. Puisque les autorités croient pouvoir négliger la Fédération syndicaliste, elle leur rappellera son existence. La grève part. Elle est générale. Jamais grève n'a été aussi totale.

Des postiers, la grève passe chez les cheminots, saute au gaz et à l'électricité. Puis partout dans les services publics. Elle n'a qu'à frapper aux portes pour être introduite. Mais en se généralisant son caractère premier se modifie. Il n'est plus question des seules revendications corporatives, où les différences de salaires, les classements hiérarchiques, les nuances dans les conditions de travail entraînent fréquemment des rivalités. La raideur, l'intransigeance du président du Conseil contribuent à transformer le conflit en une épreuve de force. C'est toute la politique gouvernementale qui est mise en cause : blocage des salaires, maintien des structures traditionnelles pour la production et la distribution, mise en ordre des finances sans réforme fiscale. La nature de la majorité parlementaire, l'appartenance sociale des leaders gouvernementaux, le soutien apporté au ministère par le Conseil national du Patronat Français et la Confédération des Petites et Moyennes Entreprises, le contenu des premiers décrets ont constitué autant d'avertissements pour la classe ouvrière.

Le moment est venu pour qu'une centrale syndicale définisse un programme d'action immédiate, oppose une politique ouvrière à la politique gouvernementale. Dans les meetings de province, pour la première fois depuis la naissance de la C.G.T.-Force Ouvrière, les orateurs de cette confédération sont écoutés, applaudis, suivis. L'heure paraît propice pour transformer F.O. en une puissance sociale. La C.F.T.C. (chrétiens) accepte les contacts à tous les échelons. Elle semble se décider à ne plus suivre — toujours à regret — la C.G.T. Jamais la nécessité d'une force syndicale lucide, audacieuse, ne s'est fait sentir aussi nettement.

Ce rôle qu'offrent les événements ne sera pas tenu. Il y eut d'excellentes raisons pour ne pas le remplir. « Je ne serai pas le Benès français » a déclaré un secrétaire confédéral. Voilà qui est bien dit, mais voilà qui ne correspond en rien à la situation sociale française d'août 1953. Cheveu d'histoire sur soupe populaire. Ce que les quatre millions de grévistes attendent, ce à quoi l'ensemble des salariés songe, c'est à une confédération ouvrière capable de les regrouper, de leur ouvrir des perspectives, de donner sens et débouchés à leurs luttes et à leurs mécontentements, de répondre par des solutions pratiques aux problèmes qui se posent dans l'immédiat et pour demain.

La crainte et le refus de jouer gros et grand vont conduire à la liquidation du mouvement gréviste, à la discussion de profession à ministère, à la négociation dans les couloirs et les antichambres, au renvoi à la suite des questions évidentes mais jamais posées. Alors même que le gouvernement recule, le chant de victoire des organisations syndicales libres ne s'élève pas. L'hypothétique hypothèque communiste pèse plus lourd dans l'esprit des directions confédérales que l'ambition d'utiliser les énormes poussées sociales pour en finir avec le chaos économique et se présenter comme l'élément déterminant de son assainissement.

En l'espace d'un mois, la tactique, les perspectives, la manière de poser les problèmes des anarcho-syndicalistes ont eu le temps de fleurir, de s'imposer et de disparaître à nouveau dans le tréfonds des consciences ouvrières.

\*\*

La conception messianique de la classe ouvrière, exprimée et défendue par de nombreux intellectuels n'existe que rarement chez les syndicalistes. Ceux-ci connaissent trop bien les travailleurs pour les idéaliser et les transformer en personnages formels. Les intellectuels ont tendance à en parler comme d'une classe élue, et cette façon de voir, ou plutôt de croire, correspond suivant le cas à l'héritage marxiste, ensemble de schémas commodes qui permettent de spéculer logiquement à propos de couches sociales et de phénomènes qui ne sont que rarement logiques, ou bien à une certaine attirance pour la force et les muscles, à l'intime conviction que cette masse, si elle était dotée d'un cerveau, pourrait assurer leur propre promotion.

Par contre, les travailleurs et les militants mesurent les difficultés que présentent l'organisation, l'action, l'orientation d'un mouvement ouvrier autonome. Alors même qu'ils

entretiendraient quelques illusions, les problèmes quotidiens les briseraient rapidement. La conviction de participer à un courant important de l'histoire moderne, l'assurance qu'ils ont d'être partie prenante d'un avenir toujours ouvert peuvent se rattacher à un certain nombre de concepts idéologiques, mais elles se perpétuent surtout parce que la vie sociale et les conditions d'existence reposent indéfiniment les mêmes problèmes essentiels, et non par la certitude d'un avenir que des lois historiques conditionnent.

Par définition, les luttes et les activités syndicales se placent sur le terrain des réalités. Elles sont presque toujours sanctionnées par un résultat directement ressenti. Une grève se paie, et l'issue d'une grève débouche sur l'amélioration ou l'aggravation de la condition ouvrière. La politique suivie par une confédération syndicale, par une section syndicale est acceptée, tolérée ou repoussée en fonction des conditions vécues d'une industrie ou d'une entreprise. Il ne s'agit pas — ou il s'agit moins — de s'enthousiasmer pour un programme général, d'applaudir un discours comme c'est le but des propagandes de parti. Le prix de la participation est directement évalué et les résultats vérifiés rapidement. Les partis politiques et leurs dirigeants sont rarement sanctionnés ou ils ne le sont qu'à longue échéance. Les syndicats sont d'une plus grande sensibilité parce qu'ils sont branchés sur ce qui est vérifiable et observable par chacun des salariés.

Le syndicat lui-même n'échappe pas au pessimisme foncier des anarcho-syndicalistes. Ceux-ci savent que l'organisation corporative ou la Centrale ne sont pas exemptes des défauts généraux de la société. Mais ils comptent sur les rapports sociaux eux-mêmes pour rendre aux syndicats leur rôle propre. Ils cherchent en permanence à « rendre le syndicat aux travailleurs ».

Il est faux de croire que dans les Confédérations syndicales fortement organisées, capables de parler au nom de la majorité de la classe ouvrière, administrées par un appareil étoffé, les remous intérieurs à la classe ouvrière ne se répercutent pas sur l'orientation confédérale, ou que la décision finale ne revient jamais à la « base ». Certes, la discipline qu'imposent les dirigeants, les accords passés avec l'Etat ou les associations patronales, le respect des règles et des contrats, la lenteur des négociations pèsent lourdement, freinent et paralysent parfois l'évolution des rapports entre employeurs et salariés ; mais ces institutions ne peuvent que normaliser, prévoir ou interpréter ce qui, en définitive, est

impulsé par les changements de la conjoncture d'une part, le comportement réel des salariés d'autre part.

Quand le fonctionnement de fait des appareils syndicaux ne correspond plus à ce qu'en attendent les salariés, des manifestations extra-syndicales se produisent qui ne sont que l'expression même de la nature du syndicalisme : grèves dites « sauvages », scissions syndicales, naissance de sections rebelles, réactivation des luttes de tendances.

Le « miracle » des renaissances anarcho-syndicalistes n'a pas d'autre explication.

\*

\*\*

La littérature anarcho-syndicaliste est une littérature héroïque. Les moyens matériels étant inexistant, c'est aux qualités individuelles qu'il est constamment fait appel, au point parfois que l'exaltation couvre l'impuissance. Ceux qui se sont lassés justifient leur écartement des luttes sociales par de périodiques rappels des martyrs de Chicago. Mais sous le fatras des images d'Epinal une réalité valable en soi demeure. Il est vrai que sous la dictature de Martinez Anido le syndicat du Bâtiment de Barcelone a compté plus de vingt secrétaires : chaque responsable tué, emprisonné ou paralysé trouvait immédiatement un remplaçant qui n'ignorait pas ce qui l'attendait. Il est vrai que la C.N.T. en est à son dix-huitième comité national clandestin en Espagne depuis la victoire franquiste. La qualité des militants peut aller de l'extrême audace à l'apathie conservatrice, mais il n'en reste pas moins que la responsabilité est assumée.

Par-delà les doctrines et les principes tactiques, et en dépit d'une certaine ivresse des mots, une optique particulière des faits et des événements se crée, qui finit par entrer en concurrence avec l'optique des théoriciens ou des observateurs les mieux intentionnés. Ce ne sont plus les perspectives de triomphe révolutionnaire qui entretiennent la foi, ni les espoirs d'un chambardement total de la société faisant place à une organisation nouvelle harmonieuse. Une conviction s'établit lentement : celle de participer à la guerre sociale de la seule façon qui soit réelle, non trompeuse pour les participants et qui, par sa nature même, constitue un élément de l'évolution sociale. Pessimisme allié à la volonté d'action ; scepticisme quant à l'histoire et confiance dans une certaine forme d'intervention menée par un certain type d'homme. C'est là sans doute que l'influence anarchiste se manifeste et davantage par sa critique systématique de tous les mythes sociaux, que par ses vues idylliques d'une société future.

Ramenés aux proportions humaines, les combats, les organisations, les méthodes se jugent alors suivant le seul critère des expériences de fait par des militants qui se refusent à être dupés.

Que l'on considère l'anarcho-syndicalisme comme l'expression du refus des foules prolétarisées par le développement initial du machinisme de reconnaître un type de société dont le moteur, les procédés et les objectifs leur échappent totalement, ou qu'on le définisse comme une recherche utopique d'une société d'hommes libres, égaux et solidaires, ou encore qu'on y voie la forme d'organisation empirique de la classe ouvrière cherchant par expériences successives à trouver son unité, sa force et sa volonté, il demeure un certain nombre de phénomènes vécus ou présents qui contribuent à maintenir ses partisans dans la conviction qu'ils ont inventé une méthode valable. Un siècle d'histoire, celle du prolétariat comme celle des évolutions sociales, apporte quelques solides raisons de croire que les défenseurs de l'anarcho-syndicalisme avaient prévu les faiblesses et les tares d'un mouvement ouvrier voué à la conquête de l'Etat et dont les fruits savoureux devaient mûrir grâce aux contradictions d'un capitalisme aveugle et déchiré.

Nul ne s'aviserait plus de prendre au sérieux les thèses léninistes sur le dépérissement de l'Etat, ni d'accepter pour argent comptant les théories social-démocrates sur la disparition des classes par le moyen de la démocratie parlementaire.

S'il est encore possible de présenter le régime soviétique comme l'expression d'un effort vers le socialisme, ou de faire passer un gouvernement socialiste français ou belge pour une équipe représentative de la classe ouvrière du pays, c'est que les mots n'ont plus de sens et que la mythologie est devenue une méthode de propagande. Aucun anarcho-syndicaliste ne pourra trouver là motif à changer d'opinion et c'est sans doute une autre des raisons profondes de la permanence et du renouvellement de ses militants.

Le travailleur peut être citoyen de plein droit sur tous les plans, mais s'il n'est pas citoyen complet sur le lieu de son travail, il continue de penser que les institutions ne sont pas équitables ou qu'elles n'existent que pour corriger ce qui, dans sa condition, est fondamentalement injuste. Même battu et réduit à l'impuissance, l'anarcho-syndicaliste trouve mille raisons dans l'examen des situations sociales qui caractérisent les principales régions du monde pour maintenir sa position et poursuivre ou renouveler son effort.

## FAUSSES SOLUTIONS ET VAINES ACCUSATIONS

« Action directe veut dire action des ouvriers eux-mêmes, c'est-à-dire action directement exercée par les intéressés. C'est le travailleur qui accomplit lui-même son effort ; il l'exerce personnellement sur les puissances qui le dominent, pour obtenir d'elles les avantages réclamés. Par l'action directe, l'ouvrier crée lui-même sa lutte ; c'est lui qui la conduit, décidé à ne pas s'en rapporter à d'autres qu'à lui-même du soin de le libérer. »

Victor GRIFFUELHES, « L'Action syndicaliste » (Marcel Rivière Ed., 1908).

Pour montrer combien les principes d'action directe des anarcho-syndicalistes sont peu en rapport avec les situations économiques et sociales de l'époque présente, les partisans du *Welfare state* vantent les résultats obtenus par les tactiques parlementaires utilisées par les partis socialistes ou travaillistes, notamment en Grande-Bretagne et en Scandinavie.

L'argument peut porter s'il s'agit de démontrer qu'une évolution au sein d'un système capitaliste est possible, ou que le régime de propriété privée peut être modifié par une action persévérante des organisations ouvrières, tant sur le plan syndical que sur le plan politique. Ce même argument perd beaucoup de sa valeur s'il veut convaincre les syndicalistes libertaires que le *Welfare state* constitue une étape vers le socialisme égalitaire et fraternel, vers une démocratie totale.

Comment du reste les anarcho-syndicalistes pourraient-ils se laisser séduire, alors que les leaders travaillistes anglais par exemple reconnaissent l'échec fondamental de leur méthode ? Il suffit de citer quelques-uns des leaders et des théoriciens socialistes anglais pour s'en assurer :

« Avant 1945, le socialisme était une ligne de vie et une

vocation pour des centaines de milliers de militants des syndicats et du parti. Il était essentiel pour lutter efficacement contre la menace technocratique de capter cette énergie et de la consacrer à l'œuvre de transformation de la société, et de conserver ainsi au parti au pouvoir le dynamisme d'un parti d'opposition. Le nouveau climat social offrait aux militants syndicaux, tant sur le plan local que sur le plan national, des tâches innombrables qu'ils étaient prêts à entreprendre. On n'a rien fait pour les convaincre qu'on attendait d'eux autre chose que de négocier des conventions collectives selon la routine acquise sous l'anarchie capitaliste et de poursuivre le train-train quotidien de l'organisation politique au sein du parti. On n'a pas offert aux membres des municipalités socialistes — à un moment où quelques-unes de leurs meilleures entreprises municipales passaient entre les mains d'entreprises nationales — de nouvelles tâches correspondant aux nouvelles responsabilités du socialisme. On n'a pas demandé l'aide du mouvement coopératif pour s'attaquer au problème de la distribution.

« Au contraire, on a donné l'impression que le socialisme était une affaire réservée au gouvernement agissant par l'intermédiaire de l'administration existante. Le reste de la nation devait continuer à vivre comme par le passé, tandis que les autorités procédaient à une nouvelle répartition des richesses, en enlevant à certains pour en donner à d'autres. Ainsi, les principaux exécutants de cette première étape vers le socialisme ont été des industriels antisocialistes et des fonctionnaires politiquement neutres. »

R.H.S. CROSSMAN, dans « New Fabian Essays »  
(Turnstile Press Ltd, 1952).

« Les préjugés de classes et le malaise social ont encore en Angleterre une ampleur regrettable. La conviction parmi les ouvriers d'un conflit éternel et inexpiable entre les salariés et les « possédants », entre le capital et le travail ; leur sentiment aussi de non-participation à la gestion de l'entreprise pour laquelle ils travaillent, qui trouve sa contrepartie dans la conviction qu'ils n'ont aucune responsabilité à prendre pour assurer son bon fonctionnement ; les différences de classes aiguës que suffisent à marquer les différences d'accents, la conscience de l'inégalité des chances qui découle des inégalités dans le domaine de l'éducation, tous ces signes révèlent que la Grande-Bretagne est encore, et se sent encore, une société de classes. »

C.A.R. CROSLAND (Op. cité).

« On a pris soin d'insérer, dans les principales lois de nationalisation, une disposition prévoyant que les syndicats ne doivent pas seulement être consultés sur les questions intéressant les salaires, les conditions de travail ; l'hygiène, les questions sociales et la sécurité industrielle, mais aussi sur les questions relatives au rendement des services de l'entreprise. Mais il est impossible d'exprimer un avis sur ces questions sans prendre le temps de faire l'effort d'étudier attentivement chaque problème particulier. Or, les permanents syndicaux ne connaissent pas ces problèmes concrets, et n'ont pas le temps de les étudier, ou les moyens, ou le désir d'engager des personnes compétentes pour les conseiller, tandis que les membres de la base, qui connaissent ces problèmes concrets, se voient interdire l'accès aux organes nationaux. »

Ian MIKARDO (Op. cité).

\*

\*\*

Les anarchistes n'ont jamais dit autre chose, mais cela, ils l'ont dit bien avant l'expérience.

La satisfaction des besoins de sécurité — qui devenaient plus aigus à mesure que le salarié de la grande industrie se transformait en un individu sans recours personnel et aisément remplaçable — par une législation sociale plus ou moins développée, ne règle pas le problème de la participation du travailleur à la marche de la société, ni celui de sa responsabilité dans la gestion de son travail.

Dans le cas le meilleur — en Suède par exemple — le syndicalisme réformiste, le socialisme parlementaire ou le travaillisme ont obtenu toutes les garanties qui permettent au salarié de ne pas pâtir matériellement de son déclassé-ment économique. Les assurances concernant le salaire minimum vital, le système de sécurité sociale, les retraites et pensions, les allocations familiales, les secours de chômage enlèvent un ressort puissant au mécontentement, évitent les révoltes massives, écartent les raz de marée populaires. Mais aucune de ces garanties, ni la somme de toutes ne portent remède au sentiment d'infériorité qui continue à nourrir les mouvements ouvriers. Pour prouver au salarié qu'il est citoyen complet et que son sort reçoit l'attention de toutes les classes et de l'Etat lui-même, aucun effort n'est négligé, la prospérité économique aidant. Mais le fait que le salarié n'est pas citoyen complet à l'usine ou sur tout autre lieu de travail n'est profondément ressenti que par les intéressés.

Une des raisons permanentes de la constance avec la-

quelle le syndicalisme libertaire se maintient ou renaît au sein de la classe ouvrière, c'est qu'il est le seul courant accroché à ce sentiment de frustration, le seul qui s'efforce de le dissiper en s'attaquant à sa racine. Les partis politiques peuvent enthousiasmer les travailleurs, les raisonner, les encadrer, mais ils ne peuvent les appeler à modifier leur condition sociale que par le biais de réformes d'aménagement. Les tendances syndicales dites réformistes peuvent améliorer la condition prolétarienne mais non la supprimer.

En posant en termes sans équivoque le problème de la dépendance économique et des multiples autres dépendances qui en découlent, en appelant chaque travailleur à s'attaquer aux problèmes réels et fondamentaux, sans intermédiaires, en exaltant chez eux les qualités humaines qui sont celles précisément que le système économique écarte ou néglige, il est normal que le syndicalisme libertaire éveille des échos dans la population ouvrière. Ce n'est pas la façon de poser les problèmes qui explique son relatif succès, c'est la nature du problème essentiel qui détermine l'existence d'un courant.

Après chaque expérience, le syndicalisme libertaire resurgit, là même où ses théoriciens, ses militants ou ses fidèles n'avaient jamais imprégné la conscience ouvrière. Si des grèves éclatent dans les camps de concentration soviétiques et qu'en surgit un programme qui s'apparente aux principes anarcho-syndicalistes, la filiation peut à la rigueur s'expliquer par le cheminement clandestin des idées lancées par le *Golos Trouda* ou la *Makhnovchtchina*, par l'apport de quelques traditions baltes, ukrainiennes ou bulgares, par des survivances tolstoïennes ; il est impossible par contre de trouver le fil qui rattache les revendications polonaises ou hongroises, que l'on croirait rédigées par des disciples de Pelloutier, à un passé influencé par les théories libertaires. C'est d'une condition sociale particulière que surgissent les revendications d'une pleine démocratie, c'est à une situation économique qui est la base de la société actuelle que répond une volonté de société différente...

En même temps que monte un hosanna général pour louer les remarquables réussites de l'économie concurrentielle et exalter les succès de la science dans les domaines de l'industrie et de la production, des plaintes s'élèvent contre la « massification » de la culture et l'abâtissement des cerveaux. Par une étrange aberration nul ne s'avise de lier ces deux phénomènes et de reconnaître en eux les aspects d'une même société. Tout en exigeant du salarié qu'il soit un prolongement et un servent de machine, qu'il vive dans des aggro-

mérations surpeuplées, qu'il allonge sa journée de travail par des heures supplémentaires et par de longs trajets en train, en autobus ou en métro, qu'il n'éveille son attention et n'en appelle à son intelligence que pour des besoins fragmentaires ou pour participer à des rites sociétaux organisés à dates fixes, on ne le considérant en somme qu'en fonction des besoins d'une économie aveugle de naissance, mille institutions tentent de le récupérer sur le plan humain, de meubler ses heures de loisir, d'alimenter son cerveau, de l'intéresser aux arts et aux joies de l'esprit. La première observation conduit à voir qu'il s'agit là de deux vies distinctes encore qu'interdépendantes, et que le développement intellectuel, la participation à la vie active, l'agilité mentale, le plein développement individuel ne pourraient être sérieusement recherchés et obtenus que là où le salarié passe la plus grande partie de sa vie : sur le lieu de travail. C'est précisément le seul endroit qu'évitent les entreprises culturelles et moralisatrices les mieux intentionnées.

La pauvreté des lectures, l'indigence des spectacles, la mythologie politique ne sont que la réplique, la suite logique, le complément de l'usine ou du bureau. Dès lors que l'intervention sur ce qui est réel, immédiat et compréhensible est interdite, on ne peut attendre que les loisirs débouchent sur autre chose que sur l'ennui ou l'évasion.

La croyance que l'abondance des biens, les progrès de la technique, le développement des moyens de production conduisent tout droit à la société paradisiaque et rendent superflues la plupart des controverses sur le socialisme ou sur les méthodes qui peuvent y conduire a gagné de nombreux penseurs. Dans son ouvrage, *L'Aventure occidentale de l'homme* (1), l'essayiste suisse Denis de Rougemont écrit : « La condition prolétarienne n'a pas de raison de se perpétuer au-delà du siècle de l'électronique et de l'énergie nucléaire, si l'on ose affronter les risques du loisir, le défi de l'ennui et les vraies ambitions de la démocratie que l'on prétend défendre. » Nous retrouvons là un raisonnement qui s'est exprimé chaque fois qu'une découverte technique importante laissait entrevoir de nouveaux horizons à l'humanité. Mais les apports humains, s'ils ne sont pas étrangers aux conditions de la production, ne dépendent pas exclusivement des techniques. Et nous restons pour notre part sceptiques quant à la disparition des classes et des dépendances de classes comme aboutissement providentiel d'une histoire chaotique et aveugle,

(1) Ed. Albin Michel - Paris.

et plus particulièrement de l'évolution d'une société dont les lois naturelles sont la compétition, la concurrence et la guerre, dont les Etats sanctionnent les privilèges, dont les structures affectent la forme de pyramides.

La démocratie peut être favorisée par des conditions économiques satisfaisantes, elle n'en demeure pas moins fonction de la volonté, de la lucidité et de la participation des hommes. L'oublier serait reprendre le mythe du progrès sans cesse renaissant, en alternance avec d'autres mythes comme ceux de la jeunesse, de la nation ou du bonheur.

Une autre réponse, plus circonstancielle et de caractère polémique, présentée aux anarcho-sindicalistes, concerne le rôle qu'ils auraient joué dans le triomphe ou le maintien du totalitarisme bolchevique.

En France et en Italie, des courants travaillistes s'exercent à rechercher parmi les expériences de ce dernier demi-siècle des leçons profitables, et à imaginer les formes et les méthodes d'action qui permettraient aux pays latins de combler le retard social qui les sépare des pays anglo-saxons et scandinaves. Le contraste entre le « Welfare State » britannique ou la démocratie sociale suédoise et le déséquilibre italien ou l'incohérence française leur paraît évident.

C'est sur le plan politique que les situations semblent les plus claires et offrent des points de référence permettant de déterminer l'origine du phénomène. Alors que l'influence communiste est insignifiante dans la plupart des régions nord et ouest-européennes, le parti communiste contrôle un quart du corps électoral en France et plus du tiers — directement ou par intermédiaires — des électeurs italiens. D'où une certaine angoisse qui pousse les observateurs à s'interroger sur les causes réelles de ce phénomène. Une étude de Richard Löwenthal (2) a résumé un raisonnement devenu courant : la misère n'explique pas la poussée et le maintien de l'influence communiste ; l'exploitation systématique des événements récents — guerre, résistance, modification des structures économiques — par le parti communiste ne peut donner la clé de son succès ; il y a donc lieu de rechercher dans la nature même du mouvement ouvrier l'origine de son accaparement par les communistes. Or, la caractéristique des pays situés des deux côtés des Alpes est — pour la naissance et le développement initial des syndicats — l'influence libertaire. Le refus des premières organisations ouvrières de participer à la vie de l'Etat, de collaborer avec les partis politi-

---

(2) *Preuves*. Novembre 1954 - Paris.

ques désireux de créer une société démocratique, de prendre part aux activités nationales, a conduit les travailleurs à reporter leurs espoirs sur une « contre-société », à considérer les syndicats comme l'embryon d'une collectivité d'où l'Etat et la politique seraient bannis. Utilisant cette conception et mettant à profit ces réflexes, les communistes ont pu drainer les forces ouvrières organisées, s'emparer des centrales syndicales en substituant, au mythe de la société anarchiste, la formule soviétique, laquelle avait l'avantage d'avoir trouvé son application.

Nous ne pensons pas avoir déformé l'argumentation développée par les chercheurs travailistes en la ramenant à l'essentiel ; notre but est de la bien comprendre, car le problème abordé n'est pas de pure histoire ; il se trouve au centre d'une brûlante actualité. Le drame de l'impuissance des mouvements ouvriers et du fonctionnement défectueux des démocraties latines est suffisamment aigu pour que tout jeu polémique soit écarté et que les efforts de tous soient centrés sur la recherche des raisons de l'impasse dans laquelle nous nous trouvons présentement engagés.

Comme le cas se présente fréquemment quand deux témoins observent un même phénomène, les divergences de vues s'expliquent en partie par une différence de vocabulaire. Il n'entre pas dans notre propos d'apporter des définitions nouvelles pour les termes les plus couramment employés, mais il est possible de constater que le mot Etat couvre des réalités différentes. L'Etat espagnol est essentiellement un instrument de répression alors que l'Etat suédois est, avant toute chose, une administration. Il s'ensuit que parler de l'intégration de la classe ouvrière dans la société comme d'un principe est difficilement admissible, les possibilités de cette intégration dépendant avant tout de la nature et de l'étendue des pouvoirs de l'Etat. Le démocrate le plus convaincu ne s'intéresse guère à l'application des principes parlementaires en U.R.S.S. où toute vie politique dépend exclusivement d'un organe d'Etat qui a nom M.V.D. Le libertaire le plus pointilleux respecte le code de la route sans qu'il se sente coupable de lèse-idéologie.

Force nous est donc de reprendre la question non pas sur un plan doctrinal, mais en nous efforçant de retrouver ses données sur les conditions et dans l'ambiance des époques de naissance du mouvement ouvrier.

Que constate-t-on en Grande-Bretagne et en Suède ? L'apparition des syndicats et leur implantation précède la construction des partis socialistes. C'est le mouvement syn-

dical qui se prolonge en parti politique, auquel est confié le soin de réformer les institutions officielles, de démocratiser l'Etat. Les premiers parlementaires socialistes sont des porte-parole ouvriers œuvrant au sein d'assemblées réservées jusqu'alors aux représentants des classes bourgeoises. Des grèves générales sont organisées — en Belgique et en Suède — pour imposer le suffrage universel ou briser les règlements censitaires. Peu importe que Palm, le fondateur du parti socialiste suédois soit un admirateur du système centralisateur et quasi militaire de Lassalle ; la tradition d'organisations multiples, les larges autonomies locales, la stabilité économique favorisée par une longue période de paix se chargent d'adapter la doctrine première. Sous les décors conservés intacts de la monarchie, les structures politiques se modifient au même rythme que le développement d'innombrables organisations économiques, culturelles, féminines, de jeunesse. L'impulsion populaire trouve des débouchés dans l'action légale et pacifique, après quelques difficultés de début. Aujourd'hui encore le mouvement libertaire suédois vit, mais son effort se porte sur une plus grande démocratisation de la société — notamment dans les domaines municipal et industriel — et sur la défense et l'extension des libertés. Reconnaisant la valeur des conquêtes démocratiques, le mouvement libertaire se réserve un droit de critique et s'arroge le rôle de « conscience ». Son importance est limitée en fait parce que le danger d'étatisme est contrebalancé et limité par une foule d'organismes de base autonomes. Son existence est essentielle parce qu'il est le seul mouvement maintenant l'attention sur les problèmes de fond.

Semblable évolution peut être trouvée dans l'histoire sociale américaine, avec des étapes différenciées et plus brutales. Le mouvement des I.W.W., quasi exclusivement composé d'immigrés de fraîche date perd son influence dès que la stabilisation économique américaine est acquise. Dès lors, l'esprit revendicatif des travailleurs peut se manifester par l'intermédiaire d'organisations purement économiques. Les salariés ne possèdent pas de parti qui leur soit propre et leur syndicat se contente de « châtier les méchants » et de « récompenser les bons » lors des élections. Les courants socialistes d'importation se perdent dans les grands fleuves des préoccupations nationales. Les fils de militants « s'américanisent » et l'extinction des groupes s'opère par vieillissement. C'est par réaction contre certains traits de la société américaine que de nouveaux groupes libertaires formés surtout d'intellectuels, authentiquement yankees cette fois, sur-

giront, sans pour autant devenir caractéristiques du mouvement social aux Etats-Unis.

Par quelle situation politico-sociale le mouvement ouvrier français est-il conditionné à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle ? Les travailleurs ont connu plusieurs expériences : celle des systèmes conceptuels d'évasion, des sociétés « en dehors », raisonnées et cloisonnées que présentent Cabet et Fourier ; celle ensuite du corporatisme, sorte d'isolationnisme du métier au sein de la société ; celles des diverses écoles socialistes, divisées et hargneusement adverses ; celle aussi, qui est désespoir et défi, de la propagande par le fait et du terrorisme. C'est sur cette base d'expériences et de luttes, et non pas simplement sous l'influence de l'un ou de l'autre doctrinaire que les militants du prolétariat — à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle il s'agit bien d'un prolétariat, c'est-à-dire d'une fraction de la population qui se trouve en dehors du fonctionnement du régime, exclue de la nation — vont chercher et mettre au point une méthode d'organisation et d'action nouvelle encore qu'inspirée par des leçons récentes.

Que dit Fernand Pelloutier, considéré à juste titre comme l'un des meilleurs penseurs du syndicalisme français ? Sa « Lettre aux anarchistes » définit fort bien la situation et ramène l'attention sur les moyens d'expression possible de la classe ouvrière. Cette « Lettre » est écrite au lendemain du Congrès général du Parti socialiste français (décembre 1899). Elle n'est en aucune façon doctrinale, mais essentiellement pragmatique. Ainsi, parlant du parti socialiste même :

« La caractéristique du congrès socialiste a été l'absence totale des syndicats ouvriers. Cette absence a frappé tout le monde, et moi-même, bien que connaissant l'horreur professée depuis longtemps par les syndicats à l'égard des sectes politiques, j'ai été surpris, je l'avoue, du petit nombre qu'il y en avait à ce « premier » congrès général du Parti socialiste. Cette absence fut le résultat d'un état d'esprit où il entre assurément beaucoup de scepticisme (je ne dis pas d'indifférence) à l'endroit de l'action parlementaire. Les syndicats ne croient plus que médiocrement à l'efficacité et, par conséquent, à l'utilité des réformes partielles, qu'elles soient d'ordre politique ou d'ordre économique, et ils croient encore moins à la sincérité des parlementaires : cela paraîtra particulièrement évident si l'on songe qu'après avoir témoigné en termes parfois très chaleureux leur reconnaissance pour les décrets du citoyen Millerand, ils ne crurent pourtant pas devoir se rendre au congrès où devait s'instruire le procès et s'opérer peut-être l'exécution du même citoyen Millerand. »

Pelloutier témoigne d'un sens aigu de l'évolution possible des jeux parlementaires, et il élargit les problèmes, les creuse pour établir ce qui, par dessus les aigres polémiques, différencie en fin de compte libertaires et socialistes guesdistes :

« Actuellement, notre situation dans le monde socialiste est celle-ci : Proscrits du « Parti » parce que, non moins révolutionnaires que Vaillant et que Guesde, aussi résolument partisans de la suppression de la propriété individuelle, nous sommes en outre ce qu'ils ne sont pas : des révoltés de toutes les heures, des hommes vraiment sans Dieu, sans maîtres et sans patrie, les ennemis irrécyclables de tout despotisme, moral ou matériel, individuel ou collectif, c'est-à-dire des lois et des dictatures (y compris celle du prolétariat) et les amateurs passionnés de la culture de soi-même. »

Car ce que craint Pelloutier dans les volontés du parti socialiste enfin unifié, ce n'est pas le jaressisme, mais le pré-bolchevisme, les méthodes autoritaires du « Torquemada en Iorgnon », Guesde. Ce dont il se méfie, c'est de la tradition centralisatrice et autoritaire de la Révolution française dont nombre de socialistes se réclament ou dont ils sont imprégnés. Car la Révolution française c'est la fin de la monarchie mais aussi la loi Le Chapelier, la liquidation des franchises, l'élimination des contre-poids sociaux à la toute-puissance de l'Etat. Quand il adjure les anarchistes de se lancer dans la bataille sociale qui est aussi une bataille d'organisation, « de poursuivre plus activement, plus méthodiquement et plus obstinément que jamais l'œuvre d'éducation morale, administrative et technique nécessaire pour rendre viable une société d'hommes libres », Pelloutier se montre vrai démocrate. Il voit très clairement que le danger de l'étatisme — nous dirions aujourd'hui du totalitarisme — ne peut être évité ou limité qu'en lui opposant, non une « contre-société », mais la société des hommes et c'est dans cet esprit qu'il précise la tâche des syndicats et des coopératives que certains anarchistes et les collectivistes considèrent d'un « œil défiant » : « les syndicats ont depuis quelques années une ambition très haute et très noble. Ils croient avoir une mission sociale à remplir et, au lieu de se considérer soit comme des purs instruments de résistance à la dépression économique, soit comme de simples cadres de l'armée révolutionnaire, ils prétendent, en outre, semer dans la société capitaliste même le germe des groupes libres de producteurs par qui semble devoir se réaliser notre conception communiste et anarchiste. »

\*

\*\*

Il n'est pas possible de comprendre l'apolitisme des syndicalistes si l'on ne tient pas compte des tendances dictatoriales des socialistes d'Etat français, de leur orientation vers la conquête du pouvoir politique et de leur mépris pour l'ingrat, obscur mais fécond travail d'organisation à la base, de coopératives, de mutuelles et de syndicats, c'est-à-dire des outils d'une démocratie véritable. Il s'agit d'un choix qui, malgré les différences d'époques et de conjonctures, s'offre et s'impose aujourd'hui encore. A la conférence d'esprit travailliste organisée par des militants de la S.F.I.O. à Puteaux, en 1953, les discours des dirigeants socialistes contenaient ces phrases, révélatrices d'un état d'esprit inchangé : « Le parti socialiste est le seul digne de regrouper, dans un front démocratique et social, l'ensemble du prolétariat français » (Guy Mollet). « Nous voulons espérer, de *Force Ouvrière*, à la fois l'effort d'affirmation de sa doctrine et l'acceptation de la liaison avec la S.F.I.O. » (Georges Brutelle). Ces déclarations dégagent un humour particulier quand on les rapproche de l'attitude prise par le parti socialiste français et ses dirigeants après le putsch d'Alger, en mai 1958.

Les nationalisations, qui furent le cheval de bataille des partis ouvriers pendant des dizaines d'années, offrent l'exemple le plus net de la fausse solution. Traiter un problème par réaction contre le mal immédiat, sans examiner la nature et le devenir social de la solution c'est, en fin de compte, se montrer prisonnier des événements et désespérer de les dompter.

Naissance d'une bureaucratie d'Etat, maintien des salaires en dehors de l'administration et de la gestion sont les résultats des nationalisations ; le renforcement de l'Etat, réalité plus forte que le provisoire des gouvernements, signifie glissement vers le totalitarisme.

Si en France, aujourd'hui encore, il n'est pas de sécurité sociale strictement étatisée, ni de mouvements de jeunesse contrôlés par un ministère de la propagande, on le doit aux efforts d'inspiration et de tradition libertaire, à la présence d'organismes autonomes nés des besoins réels, mutuelles et caisses de secours ouvrières, groupements de jeunes gens et notamment Auberges de jeunesse.

\*

\*\*

C'est une idée bien ancrée — encore que depuis peu — chez les spécialistes du mouvement, que de considérer les milieux libertaires comme des foyers favorables à l'éclosion du bolchevisme. A reprendre la chronologie des événements,

il est pourtant facile de rappeler que c'est le congrès socialiste de Tours qui fournit une majorité au jeune — et pseudo — bolchevisme français. Alors que les derniers carrés de l'anarchisme tinrent bon contre les chants de sirènes communistes, que la plupart des Comités Syndicalistes Révolutionnaires rompirent rapidement avec la C.G.T.U., que la plupart des oppositions ouvrières au sein de la centrale syndicale unitaire (communiste) furent d'inspiration syndicaliste, que les Unions anarchistes qui vécurent entre les deux guerres recrutèrent à peu près uniquement sur la base de l'antistalinisme ouvrier, et que les toutes premières campagnes — d'où les bagarres à coup de revolver ne furent pas exclues — en faveur des emprisonnés politiques d'U.R.S.S. furent menées par les libertaires français.

L'euphorie du Front populaire ne toucha pas les milieux libertaires qui avaient cependant participé aux vagues de grèves et qui tinrent bon, au sein de la C.G.T. réunifiée, alors que les socialistes caressaient l'espoir de nationaliser et d'amadouer le P.C. Et plus récemment, les premières scissions syndicales (Autonomes, C.N.T., Force Ouvrière enfin) se firent pour protester contre la mainmise du parti communiste sur la C.G.T. unique, malgré l'apathie socialiste, grâce aux militants de filiation libertaire.

En Espagne, la C.N.T., vivement sollicitée pour adhérer à l'Internationale Syndicale rouge, renâclait. Et Angel Pestana, revenu de Moscou, déclarait : « Les travailleurs défilent par rangs de douze. J'ai peine à croire que ce soit l'image d'un socialisme libérateur. » En Italie, les militants de l'Union Syndicale Italienne, Armando Borghi en tête, rompaient eux aussi. Peut-on reprocher aux anarchistes italiens leur tentative de mettre à bas le régime absurde de 1919, leur volonté d'aller jusqu'au bout, volonté brisée par le bolchevisme de circonstance des socialistes qui ne leur apporta ni courage dans l'action, ni une vision très nette des événements historiques ? Peut-on raisonnablement voir dans Malatesta le précurseur de Togliatti ?

Lors de la guerre civile de 1936, les communistes exploitèrent les faiblesses de certains leaders anarcho-syndicalistes, mais se heurtèrent au front compact des petits militants de la C.N.T. et de la F.A.I., alors que les sociaux-démocrates les plus « sociétaires » se faisaient proprement noyauter, grâce à la confusion de méthodes, de mots d'ordre et de structures communément « marxistes ». Nous pourrions assez longuement énumérer les exemples du caractère réfractaire des milieux, organisations et militants anarchistes en général, aux

avances et aux pénétrations communistes, alors que les groupes et mouvements socialistes, dans les mêmes situations et aux mêmes époques, offraient une moindre résistance. Là n'est cependant pas l'essentiel du problème qui nous intéresse.

\*  
\*\*

Il est certain que la propagande communiste cherche à utiliser les réflexes et les réactions « anti » des travailleurs libertaires. La question est de savoir si cette utilisation fournit la clé du succès stalinien en France et en Italie. Nous ne le croyons pas pour plusieurs raisons. La première, essentielle, étant qu'en France le P.C. ne mise que rarement sur la revendication positive et n'encourage jamais l'initiative d'organisation autonome, alors qu'il porte tout son effort sur l'exploitation du besoin de sécurité. Et l'origine déterminante du succès communiste dans des pays comme la France et l'Italie, c'est-à-dire dans deux systèmes politiques où les classes dirigeantes se refusent à collaborer avec les syndicats, et où le développement de l'appareil d'Etat apparaît comme le phénomène essentiel, c'est d'offrir à toutes les couches sociales, à toutes les inquiétudes, à tous les mécontentements, la perspective de solutions où l'apport individuel et la participation de groupements de base seront inutiles.

Cette garantie de sécurité, intellectuelle et matérielle, est offerte contradictoirement comme une évasion des réalités douloureuses du moment, comme la possibilité de saut vers la société harmonieuse et parfaite. Elle n'a rien de commun avec une anti-société, une contre-société ou une évolution sociétale mûrissant par un long effort d'organisation des intéressés. La formule libertaire : « Les soviets partout » n'est plus employée, précisément parce qu'elle offrait aux bonnes volontés prolétaires une perspective d'intervention autonome. C'est la science marxiste, l'Etat providence et le *parti qui ne se trompe jamais* qui attirent les foules d'intellectuels, affolés par les trop nombreux points d'interrogation, et de manœuvres-robots anxieux de garanties, du berceau à la tombe.

Nous voyons dans l'explication travailliste du phénomène de décomposition français et italien, poindre la nostalgie de ce qui eût pu être et se manifester l'espoir de trouver une formule capable de régler des contradictions sociales dont les origines sont enracinées dans un lointain passé. Au succès de semblable formule s'oppose l'ampleur du problème, lequel n'est ni parlementaire ni même politique mais bien social. Ce problème est devenu aigu par suite de la volonté des

classes privilégiées, en France et en Italie, de maintenir un régime de propriété privée dans un système de démocratie formelle. Volonté qui s'exacerbe à mesure que l'incapacité de répondre aux impératifs de la concurrence se révèle chaque jour davantage. La question qui se pose est celle de l'héritage social. Et de sa solution dépend en fin de compte la marche au totalitarisme — que ce soit sous sa forme communiste dictatoriale ou sous son aspect technocrate — ou vers la démocratie réelle, laquelle ne peut s'enraciner que dans les structures mêmes de la production et de la distribution.

Le dernier espoir démocratique — nous ne disons pas la seule solution — au drame de la vieille Europe qui éclate en Italie et en France plus brutalement qu'en d'autres pays — réside dans l'audace lucide du mouvement ouvrier, adversaire et concurrent possible d'une techno-bureaucratie, capable, elle aussi, de prendre la succession d'une bourgeoisie essouffée et décadente.

Il serait dangereux d'imaginer qu'une société harmonieuse eût pu naître d'assemblées paisibles, par la vertu de l'esprit de coopération entre bonnes volontés représentant les forces sociales, à l'exclusion de l'affirmation et du déchaînement de ces forces. Pourquoi, à l'heure où notre vieux monde se transforme, regretter les âges où l'humanité s'endort ? La réponse au communisme totalitaire ne se trouve pas dans la démission de la volonté ouvrière ; c'est au contraire la fin de l'espoir en une société socialiste libertaire et l'abandon des méthodes conformes au but qui sonneraient irrémédiablement l'heure de la victoire du totalitarisme.